

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTCP/W/71

30 mars 1998

(98-1268)

**Groupe de travail de la transparence
des marchés publics**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE

La Mission permanente de la République tchèque a fait parvenir au Secrétariat la communication suivante, en date du 2 mars 1998, et demandé qu'elle soit distribuée aux Membres.

Introduction

En République tchèque, les résultats du commerce extérieur ont une grande importance pour l'ensemble de l'économie parce que les ressources naturelles sont limitées, le marché intérieur est étroit et la base industrielle est développée. L'économie tchèque est aujourd'hui très intégrée dans les systèmes européens et mondiaux.

Dans ce contexte, il faut souligner aussi que la République tchèque applique et continue à appliquer une politique de commerce extérieur libérale fondée sur l'ouverture des marchés des produits et des services. La libéralisation du commerce suivant le principe de non-discrimination est effectuée au moyen d'une réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires sur une base multilatérale dans le cadre de l'OMC ou de la suppression graduelle de ces obstacles sur une base bilatérale dans le cadre d'accords de libre-échange négociés.

L'amélioration constante du cadre juridique qui résulte des traités internationaux de l'OMC est un facteur positif important. Toutefois, la libéralisation et la mondialisation du commerce international font apparaître de nouveaux problèmes.

On ne saurait nier que diverses mesures qui limitent la concurrence sur les marchés tant internationaux que nationaux survivent dans les politiques commerciales des gouvernements. Il importe donc d'analyser les objectifs et les instruments tant de la politique commerciale que de la politique de la concurrence, non seulement sur le plan théorique mais sur le plan de leur application pratique au quotidien.

Les activités ultérieures du Groupe de travail devront être fondées sur un consensus concernant les grands objectifs de la législation et de la politique en matière de concurrence, et en particulier de leur relation avec la politique de libéralisation du commerce dans le cadre de l'OMC.

Qu'est-ce que la politique de la concurrence?

La teneur de la "politique de la concurrence" et de la "législation en matière de concurrence" n'est pas uniforme et ces termes sont souvent utilisés dans des sens différents. Le consensus sur leur définition sera donc un préalable important au bon fonctionnement du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence.

Dans une perspective large, la politique de la concurrence fait intervenir plusieurs séries de lois et de mesures visant directement ou indirectement à protéger les consommateurs et à assurer le bon fonctionnement des marchés. Aux lois visant directement les pratiques anticoncurrentielles s'ajoutent donc des lois de déréglementation qui introduisent la concurrence dans des secteurs précédemment réglementés. Les lois qui sont en rapport avec la politique de la concurrence sont les lois concernant la privatisation, les lois sur les marchés publics, les lois antidumping, etc.

Dans une perspective plus étroite, la législation intéressant la concurrence peut se réduire à la Loi sur la concurrence, qui peut s'appeler aussi Loi antimonopole ou Loi antitrust.

De plus en plus de pays appliquent une politique de protection de la concurrence. En outre, le nombre des transactions internationales augmente aussi. Les entreprises qui effectuent de telles transactions doivent s'adresser à un nombre croissant d'organismes nationaux chargés de la concurrence dans des pays appliquant souvent une législation et des procédures différentes en matière de concurrence. Les activités du Groupe de travail pourraient contribuer à uniformiser les législations nationales en matière de concurrence.

Objectifs de la politique de la concurrence

Quels doivent être les objectifs de la politique nationale de la concurrence? Les réponses à cette question diffèrent, mais un objectif commun est le bon fonctionnement des marchés, c'est-à-dire l'optimisation de l'allocation des ressources fongibles limitées, principalement dans l'intérêt des consommateurs.

En plus de cette optimisation, la politique de la concurrence a dans certains cas aussi d'autres objectifs économiques, sociaux et politiques, par exemple la promotion des petites et moyennes entreprises, de l'emploi, de l'industrie nationale, etc. Ces objectifs accessoires peuvent être une cause de conflit et d'incohérence dans l'application de la politique de la concurrence.

Le Groupe de travail devrait s'efforcer de définir les objectifs de la politique nationale de la concurrence. Il devrait en même temps déterminer les objectifs que cette politique ne doit pas viser.

Objectifs de la politique commerciale

La politique commerciale est le résultat de négociations politiques menées entre les représentants de divers Etats pour établir des conditions de commerce équitables en supprimant les obstacles artificiels à l'accès aux marchés, qui désavantagent les entreprises étrangères. Les gouvernements peuvent prendre des mesures pour supprimer ces obstacles à la suite des négociations internationales.

Interaction entre le commerce et la politique de la concurrence

Théoriquement, on peut dire que dans une optique à long terme la politique de la concurrence et la politique commerciale ont les mêmes objectifs et sont complémentaires. Tel est du moins l'idéal visé. Toutefois, en pratique, ce n'est souvent pas le cas, car les instruments spécifiques de la politique commerciale et de la politique de la concurrence peuvent être aussi bien complémentaires que mutuellement exclusifs. La politique commerciale et la politique de la concurrence ont chacune leur spécificité et appellent des règles distinctes.

Quand on examine la relation entre la politique commerciale et la politique de la concurrence, il peut être utile de définir les combinaisons d'instruments de l'une et l'autre politique qui sont souhaitables et celles qui ont un effet négatif soit sur la concurrence soit sur le commerce. En particulier, on peut définir deux types de problèmes:

Effets négatifs de la politique de concurrence sur le commerce

Les pratiques anticoncurrentielles du secteur privé peuvent être favorisées par la politique nationale de la concurrence. Par exemple, les exemptions accordées aux cartels d'exportation, dont les effets se font pleinement sentir sur les marchés étrangers, peuvent en pratique nuire à l'accès aux marchés et au processus de concurrence.

Effets négatifs de la politique commerciale sur la concurrence

Le recours excessif aux mesures antidumping en vue de limiter la concurrence étrangère et de protéger la position des entreprises nationales sur le marché peut être un des nombreux moyens possibles de restriction de la concurrence.

Un des objectifs de la politique commerciale peut être de protéger certaines activités nationales ou la structure des industries manufacturières du pays, mais cette protection peut créer une inégalité face à la concurrence et conférer des avantages économiques à un petit groupe de producteurs aux dépens d'un grand groupe de consommateurs. A long terme, elle peut avoir des effets globalement négatifs parce qu'en réduisant la pression de la concurrence, elle compromet l'efficacité.

Législation régissant la protection de la concurrence en République tchèque

La transition d'une économie planifiée à une économie de marché a commencé en 1989, quand la République tchèque faisait encore partie de la Tchécoslovaquie. Elle s'est traduite par des privatisations, une libéralisation des prix et du commerce extérieur et d'autres mesures analogues. L'élaboration et la mise en oeuvre de la politique nationale de la concurrence ont été une partie intégrante de ce processus.

Le fondement juridique de la protection de la concurrence est constitué par la Loi n° 63/1991 Coll. sur la protection de la concurrence, telle que modifiée par les Lois n° 495/1992 Coll. et 286/1993 Coll. Cette loi vise à protéger la concurrence sur le marché des marchandises et des services contre toute restriction, distorsion ou suppression. Il apparaît clairement que cette loi protège essentiellement la concurrence en tant que telle, c'est-à-dire les fonctions que remplit la libre concurrence dans une économie de marché. Les dispositions de fond de la loi visent le comportement des participants au processus de concurrence.

La loi a été élaborée sur le modèle du droit communautaire de la concurrence et elle reprend les termes des articles 85 et 86 du Traité de Rome ainsi que les dispositions fondamentales du droit dérivé communautaire. Elle contient des dispositions générales qui laissent une marge d'interprétation dans l'esprit des décisions prises par la Commission européenne et la Cour de justice des Communautés européennes.

La loi porte sur trois aspects de la protection de la concurrence:

- a) toutes les ententes entre concurrents, décisions prises par des associations de concurrents ou concertations entre concurrents qui provoquent ou peuvent provoquer des distorsions de la concurrence sont interdites et non avenues sauf disposition contraire de la loi ou exemption accordée par l'Office (article 3);
- b) l'abus de position dominante ou monopolistique au préjudice des concurrents ou des consommateurs ainsi qu'au préjudice de l'intérêt général est interdit (article 9);

- c) les concentrations qui faussent ou peuvent fausser la concurrence sont soumises à l'autorisation de l'Office.

La politique de la concurrence ne s'élabore pas dans un cadre uniquement national. Il y a de plus en plus de dispositions concernant la concurrence dans un grand nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux notamment les accords de libre-échange.

Les principes fondamentaux régissant la discipline de la concurrence dans ce type d'accord ont été établis par l'Accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement conclu avec les Communautés européennes, qui est en vigueur depuis le 1er mars 1992. L'Accord intérimaire a été remplacé par l'Accord européen créant une association entre la République tchèque et les Communautés européennes et leurs Etats membres qui a pris effet le 1er février 1995. Les disciplines de la concurrence incluses dans ces deux accords sont identiques. Un règlement d'application a été adopté pour leur donner effet. Il définit les modalités de la coopération entre les autorités responsables de la concurrence en cas de violation des disciplines négociées.

Les disciplines de la concurrence comprises dans les accords multilatéraux de libre-échange, par exemple l'Accord de libre-échange avec les pays de l'AELE, l'Accord de libre-échange de l'Europe centrale (ALEEC) et certains autres accords bilatéraux de libre-échange, s'inspirent de celles de l'Accord européen.

Le principal objectif de la politique de la concurrence de la République tchèque est d'établir les bases du processus concurrentiel dans les divers secteurs de l'économie nationale et de créer et renforcer des marchés qui au départ étaient inexistants ou très faibles. La privatisation a joué un très grand rôle dans le développement de la concurrence. L'Office de protection de la concurrence a participé à ce processus en utilisant les pouvoirs que lui conférait la Loi sur la protection de la concurrence, par exemple en préparant les projets de privatisation et en participant à la Commission interdépartementale de privatisation.

Cadre institutionnel de la protection de la concurrence: les procédures

Depuis le 1er novembre 1996, la protection de la concurrence est statutairement assurée par l'Office de la protection de la concurrence (l'Office). L'Office a pris la relève de l'ancien ministère de la concurrence, dont il a conservé tous les pouvoirs.

L'Office est l'organisme de l'administration centrale chargé de promouvoir et de protéger la concurrence contre toute restriction interdite. Il est dirigé par un président nommé et destitué par le Président de la république sur proposition du gouvernement.

L'Office prend des décisions pour donner effet à la Loi sur la concurrence. Les décisions de première instance sont prises par ses départements exécutifs; il peut être appelé de ces décisions devant le Président de l'Office; les appels ont effet suspensif. En cas de litige, les décisions du Président peuvent être révisées par la Haute Cour. La décision de la Haute Cour est sans appel.

Les procédures de l'Office sont des procédures administratives, ouvertes soit *ex officio* soit sur demande. Sauf indications contraires dans la loi, elles sont régies par le Code administratif (Loi n° 71/1967 Coll.).
